

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 40, du 30 septembre au 6 octobre 2019

- Nigéria : Première visite du Président Buhari en Afrique du Sud après les événements de septembre ; la CBN augmente à 65% le ratio minimum de crédits / dépôts requis pour les banques de dépôts ; l'endettement externe a augmenté de 31 Mds USD en dix ans avec un poids croissant du service de la dette ; hausse de la production nationale de pétrole dans un contexte de surplus de l'offre mondiale ;

- Ghana : L'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana diminue ; augmentation du prix de l'électricité de 5,94%.

Nigéria

Première visite du Président Buhari en Afrique du Sud après les événements de septembre.

Quelques semaines après les violences visant les entreprises et les ressortissants nigériens en Afrique du Sud et les représailles commises au Nigéria contre certaines enseignes sud-africaines, [le Président Buhari s'est rendu à Pretoria pour assister à la session inaugurale de la 9^{ème} Commission binationale entre les deux pays](#). Créée en 1999, cette initiative a pour but de promouvoir le commerce et les investissements bilatéraux. Selon le communiqué officiel conjoint, 32 accords et protocoles d'accord auraient été signés lors de la rencontre officielle et un projet de Conseil ministériel consultatif bilatéral sur l'industrie, le commerce et l'investissement aurait été mis au point, avec une séance inaugurale prévue à Abuja en avril 2020 au plus tard. Par ailleurs, une délégation d'entreprises nigériennes s'est également rendue en Afrique du Sud pour participer à un forum d'entreprises organisé en parallèle de la visite présidentielle. Pour rappel, l'Afrique du Sud constitue le 1^{er} partenaire commercial du Nigéria sur le continent avec environ 4,5 Mds USD d'échanges commerciaux recensés en 2018.

La CBN augmente à 65% le ratio minimum de crédits / dépôts requis pour les banques de dépôts.

Le 3 juillet dernier, la Banque centrale du Nigéria (CBN) avait publié une nouvelle réglementation imposant aux banques de dépôts un ratio minimum de crédits / dépôts de 60% à compter du 30 septembre 2019. [Douze établissements bancaires n'ont pas réussi à respecter ce ratio à temps](#). En conséquence, un total de 500 Mds NGN (1,4 Md USD) a été retenu de leurs comptes et placé comme réserves obligatoires additionnelles par la CBN en attendant leur mise en conformité. Dans une nouvelle directive publiée le même jour, la CBN s'est félicitée de voir les encours des banques de dépôt au secteur privé atteindre 16 397 Mds NGN (45,2 Mds USD) au 26 septembre, leur plus haut niveau depuis fin 2016 et en hausse de 6% par rapport au 1^{er} semestre 2019. [Elle a également annoncé l'augmentation du ratio minimum crédits / dépôts de 60% à 65% à compter du 31 décembre 2019](#). Les prêts aux PME, au commerce de détail, hypothécaire et à la consommation continueront d'être pondérés à 150% dans le calcul du ratio. A noter également, la part de prêts non-performants dans les encours totaux a atteint 9,4% en août dernier, son plus bas niveau depuis début 2016.

L'endettement externe a augmenté de 31 Mds USD en dix ans avec un poids croissant du service de la dette.

[Dans son rapport annuel sur l'endettement externe, la Banque mondiale indique que le stock de dette externe total du Nigéria, à la fois publique et privée, a augmenté de 12,9 Mds USD en 2008 à 43,9 Mds USD en 2018](#). On observe un double renversement sur la décennie en ce qui concerne la nature des débiteurs et des créanciers. Premièrement, le secteur public est devenu le principal débiteur avec une hausse de 30% à 56% de sa part dans le stock de dette externe sur la période. Deuxièmement, le poids des créanciers privés dans la dette externe publique nigérienne a également augmenté. Quasiment absents en 2008, ils détenaient 44% des 24,4 Mds USD de dette publique encourue en 2018, exclusivement sous forme de Bons du Trésor. Le reste est détenu en majorité par les partenaires multilatéraux, en particulier la Banque mondiale. Enfin, le service de la dette a pris un poids de plus en plus lourd sur la décennie, tiré par les charges de la dette privée qui concentraient les 75% des remboursements en 2018 (4,5 Mds USD). Le service de la dette publique externe nigérienne reste relativement limité mais a néanmoins plus que doublé en dix ans, passant de 427 M USD à 1,3 Md USD, ce qui pèse sur les finances publiques déjà contraintes.

Hausse de la production nationale de pétrole dans un contexte de surplus de l'offre mondiale.

[Le Ministre nigérien des Ressources pétrolières a annoncé que la production domestique moyenne de pétrole \(brut et condensé\) avait atteint 2,1-2,2 millions de barils par jour \(mb/j\) en septembre 2019](#). Cette performance est la meilleure depuis plus d'un an, alors que la capacité de production du Nigéria est estimée à 2,5 mb/j. Le Ministre a également

affirmé que le pays prendrait les mesures nécessaires à partir d'octobre pour respecter le quota d'une moyenne de 1,685 mb/j de pétrole brut, négocié dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC). Selon lui, les dernières estimations donnaient la production nigériane de brut à 1,8 mb/j. Cette décision vise à stabiliser les cours mondiaux en anticipation d'une offre excédentaire sur le marché mondiale du pétrole d'ici l'année prochaine. Pour rappel, la production de pétrole prévue dans le Budget 2019 est de 2,3 mb/j pour un prix du baril de 60 USD.

Ghana

L'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana diminue.

[Le Ministre d'Etat Yaw Osafo-Mafo a déclaré que l'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana a eu tendance à diminuer ces dernières années](#), son volume ayant diminué de moitié entre 2010 et 2017, passant de 5,6% à 2,9% en 2017. En particulier, l'élément don de l'aide a diminué de 3,7% à 2,3% du PIB sur cette période. Osafo-Mafo a fait cette annonce à la Chambre nationale des chefs (conseil consultatif des chefs traditionnels) à Kumasi lors de la présentation de son rapport pour la mise en place de l'initiative « *Ghana Beyond Aid* » annoncée par le Président Akufo-Addo en 2017, qui vise à réduire la dépendance budgétaire du Ghana vis-à-vis de l'aide internationale.

Augmentation du prix de l'électricité de 5,94%.

Alors que le gouvernement ghanéen est en période de renégociation des contrats qui le lient aux producteurs d'électricité indépendants, [les prix de l'électricité ont été augmentés par la Commission de régulation des services publics de 5,94% au 1^{er} octobre 2019](#). Les prix de l'eau augmentent dans le même temps de 2,22%. Ces augmentations permettront de couvrir l'inflation mais aussi l'augmentation des coûts de production, dont celui des contrats « *take-or-pay* » qui obligent l'Etat ghanéen à payer l'électricité non-consommée. Ces augmentations font suite à une hausse des prix de l'électricité de 11,2% intervenue en juillet 2019, alors qu'une réduction des tarifs de 30% pour les activités industrielles et commerciales, et de 17% pour la consommation résidentielle, avait été appliquée en mars 2018.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
